

VAUD

Désirs de communisme

Les travaux du philosophe et économiste Frédéric Lordon illustrent la nécessité de sortir du capitalisme. Cette sortie a pour lui un nom: le communisme. Il sera à Lausanne mardi.

JEUDI 23 JUIN 2022 LOUIS VILADENT

Pour Frédéric Lordon, la gauche, c'est d'abord une idée: «On peut rassembler sous le concept 'gauche' tout ce qui se donne pour projet de défaire l'emprise du capital sur la société.» STEPHANE BURLLOT

POLITIQUE

La plus grande victoire du capitalisme a sans doute été d'imprégner nos rêves de son odeur. Sans lui, il n'y aurait plus de joies, plus de couleurs et de liberté. Sans lui, il n'y aurait plus de vie. Dans les faits pourtant, le capitalisme détruit, il broie l'avenir et ne nous laisse, à s'en fier au réel, aucune perspective.

Depuis plusieurs années, Frédéric Lordon s'attelle à esquisser la tangente. Directeur de recherche au CNRS, passé figure de proue de la gauche française, il est l'auteur de nombreux ouvrages à la verve tranchante et au message limpide: le capitalisme détruit, détruisons le capitalisme.

Comment faire, alors? Notre meilleure chance sera de lui opposer une force contraire de plus grande magnitude: le communisme. Il sera à Lausanne mardi dans le cadre d'un cycle de conférences sur la sortie du capitalisme 1 .

Parler de «communisme», plutôt que d'«anticapitalisme», c'est essentiel selon vous?

Frédéric Lordon: L'une des choses dont a le plus souffert la gauche – la «vraie» –, c'est la stagnation dans le registre de la négativité, le registre réactionnel, qui pare les coups, mais est incapable de poser une perspective positive. En témoignent tous ces préfixes accolés aux mots «mondialisation» ou «capitalisme»: «alter», «anti», «post», qui aident sans doute à dire ce qu'on ne veut pas mais qui n'articulent pas le commencement de ce qu'on voudrait. Or, on ne mobilise pas sur la base de seuls refus. On mobilise si l'on est capable de formuler une «proposition».

Il n'est plus suffisant d'en appeler à l'anticapitalisme car dire seulement «anti», c'est, de fait, laisser le terme de l'alternative «en blanc», donc l'exposer au risque d'être compris comme «saut dans le vide». Alors, il faut poser un signifiant qui articule la proposition alternative dans sa positivité. Ce signifiant, en effet, c'est «communisme», et je ne vois pas quel autre on pourrait mettre à la place, eu égard à la gravité de la situation.

Comment faire avec le poids historique attaché à ce signifiant?

La réponse est très simple: le communisme n'a jamais eu lieu. Evidemment, on connaît très bien le cortège d'images terribles que le mot fait immédiatement naître dans l'esprit d'à peu près tout le monde. Mais le mot «communisme» n'a aucun rapport avec ces faits tragiquement réels.

Comment le pourrait-il? Le communisme est un projet de démocratie intégrale. A commencer par la sphère de la production d'où les rapports sociaux du capitalisme l'excluent radicalement. Le communisme se définit d'abord comme la souveraineté des producteurs sur la production: souveraineté «interne», au niveau des collectifs de production où les producteurs décident eux-mêmes, et sur une base intégralement démocratique, de la manière dont ils vont organiser la production. Souveraineté «externe» également, où cette fois c'est le corps politique dans son entier qui décide des orientations à faire prendre à la division du travail, décision qu'il importe au plus haut point de retirer à la souveraineté du capital, qui est prêt à produire n'importe quoi pourvu qu'il en résulte du profit pour les propriétaires – et tant pis si la planète et les vies humaines doivent y passer.

«Ecocide ou capitalocide, il va falloir choisir»

Maintenant, je ne sous-estime pas du tout la difficulté de faire revivre ce signifiant. Mais je ne sous-estime pas non plus, encore moins même, la vitesse des déplacements qui peuvent se produire dans ces conjonctures particulières que Gramsci nommait «crises organiques». Pensez seulement qu'il y a encore quinze ans, le mot «capitalisme» était banni du discours public et que son emploi vous renvoyait immédiatement dans la catégorie des dinosaures stalinoïdes. Et de même, qui eût cru il y a à peine cinq ans que les mots «bourgeois» et «bourgeoisie» pourraient eux aussi revenir dans les discours politiques?

Je prends le pari suivant: d'ici moins de dix ans, la dévastation de la planète s'approfondissant, et la conscience se développant de ce que c'est bien le capitalisme qui en est la cause, et son renversement la seule issue possible, le mot «communisme» gagnera une audience que vous ne pouvez même pas soupçonner aujourd'hui.

En fait, qu'est-ce qui distingue fondamentalement pour vous la gauche et la droite?

Ce qui est extravagant, mais très révélateur, c'est qu'on doive à nouveau donner une réponse à cette question. Révélateur de quoi? Du processus de compromission historique irréversible de la «social-démocratie», devenue dans les faits un promoteur du capitalisme néolibéral, indistinct de la droite.

Par une paresse de pensée typique du journalisme de service, «gauche» a été rabattue sur les organisations supposées l'incarner. Même, donc, quand celles-ci sont devenues de droite. Forcément on n'y comprend plus rien. Alors qu'en fait c'est assez clair. «Gauche», ce n'est pas tel parti, ou telle organisation. C'est d'abord une «idée». Laquelle? On peut rassembler sous le concept «gauche» tout ce qui se donne pour projet de défaire l'emprise du capital sur la société. Voilà, c'est très simple. Le capital, spécialement dans cette configuration qu'on appelle le néolibéralisme, a pour horizon de soumettre la totalité des pratiques sociales. Tout ce qui s'oppose à ce projet, c'est la gauche. Tout ce qui y concourt, c'est la droite.

Les expériences de ZAD et d'alternatives locales ne suffiraient-elles pas à sortir du capitalisme, si elles étaient répliquées plus largement?

Non: on ne passe pas d'une expérience locale à une configuration globale, macrosociale, par une simple opération d'extension à l'identique. Il y a entre les deux une différence qualitative qui fait que la première ne peut pas être envisagée comme une maquette de la seconde. L'élément central qui fait cette différence qualitative, c'est la division du travail. Une formation macrosociale soutient un mode de production entier, c'est-à-dire non seulement une manière sociale de produire les choses ordinaires, mais aussi, et surtout, de produire les moyens de production. Une ZAD produit des choses, celles qui sont nécessaires à sa reproduction matérielle, mais elle ne peut pas produire les moyens de cette production. Produire la scie qui permet de construire les cabanes demande d'avoir produit le métal, donc les minerais qui ont permis d'obtenir ce métal, l'énergie requise par tous ces processus industriels, etc.

Et vous voyez combien vite, de proche en proche, surgit toute la ramure de la division du travail et de l'industrie.

On voit assez que ceci n'est pas à la portée d'une ZAD, ni même d'un réseau de ZAD. A un moment, il faut avoir un système industriel en bonne et due forme, avec des unités de production qui font droit à des nécessités de taille, et tout ceci ne s'organise pas dans la forme ZAD. J'ajoute, car je vois venir d'ici les malentendus, que «industrie» ne veut dire ni «[rechute dans le] capitalisme» ni «productivisme». Le communisme comme souveraineté sur la production reconnaît les nécessités de l'industrie, et même de la technologie, mais sous la contrainte impérative, prioritaire, de la planète à préserver. Le communisme n'est pas un monde où l'on ne vit que d'amour et d'eau fraîche, il fait toute sa part à la production matérielle, mais en la soustrayant radicalement à la perversion productiviste.

Il vous arrive d'être «éco-anxieux»?

Pas du tout. La chose qu'on appelle «éco-anxiété» est une de ces débilites dont la «pensée journalistique» est coutumière. Soit un problème politique, passez-le dans l'alambic médiatique: il en ressort une connerie psycho-sociétale, dont les hebdomadaires se délecteront de faire leurs «unes», et d'où toute politique aura disparu. L'«anxiété», pour le dire un peu plus rigoureusement, l'angoisse, est l'affect qui naît de l'anticipation d'un péril flou, ou d'un péril dont les causes restent floues, et contre lequel, par conséquent, on est incapable de monter une «réponse». C'est typiquement le cas de l'écocide qui, en effet, n'est que source d'angoisse tant qu'on omet d'en indiquer la cause, c'est-à-dire de désigner le point d'application de la lutte. En l'occurrence: le capitalisme. Car la dévastation de la planète n'a qu'une cause: le capitalisme.

On comprend que le système médiatique renâcle un peu à se rendre à cette idée. Pourtant, si elle est énorme, telle est bien l'alternative à laquelle il va falloir se faire: écocide (c'est-à-dire anthropocide) ou capitalocide. Il va falloir choisir. Mais quand on a choisi, on n'a plus aucune anxiété car on sait où, et contre quoi, et contre qui diriger l'énergie de la lutte. Je ne suis donc pas du tout éco-anxieux car je sais très bien à quoi attribuer l'écocide, et j'ai choisi. Je suis dans l'ordre, éco-furieux, anticapitaliste, et communiste.

On a relevé un jour que vous portiez une doudoune de marque North Face, critiquant que le communisme ne permettrait pas la production de vêtements d'aussi bonne facture. Vous répondez...

C'est d'une simplicité évangélique. Prenez les machines des usines North Face et leurs salariés. Eux savent faire le boulot. Enlevez les dirigeants qui, eux, ne le savent pas mais se gavent de salaires mirifiques. Otez les actionnaires, ces purs parasites, qui pompent le cash flow au lieu qu'il soit réinvesti dans l'outil. Vous vous êtes débarrassés du capital et de ses agents, donc de sa logique. Et à la sortie des machines, il y a toujours les mêmes vestes. Vous avez transformé North Face en un collectif communiste de production. Parce qu'ils connaissent mieux que personne l'outil et la manière de le faire tourner, les salariés n'ont besoin de personne. Ils décident collectivement de tout: depuis la manière d'organiser la production jusqu'aux directions dans lesquelles éventuellement la développer. Par là, ils réalisent localement l'essence du communisme.

Et si jamais votre contradicteur libéral-type continue de chialer «mais sans actionnaires qui financera le développement?», vous lui répondrez d'une part que dans le capitalisme néolibéral, il y a belle lurette que les actionnaires ne financent plus rien mais au contraire se gavent sur la bête, et que d'autre part, dans le modèle communiste tel que Bernard Friot et moi-même travaillons à lui donner forme, il y a tout un volet sur le subventionnement des investissements et qu'il n'aura qu'à aller lire.

NOTES
